

Pleins feux sur la recherche : approches multisectorielles et multiniveaux réussies pour remédier au mariage des enfants



septembre 2022



SUR LA PHOTO : Benadean, au Kenya : « Si les parents veillaient à l’instruction de leurs filles plutôt que de les marier en échange d’une dot, cette éducation leur permettrait de gagner plus d’argent. »
Photo : © UNICEF/UN0124871/Ohanesian

Quelles approches multisectorielles et multiniveaux contribuent de manière efficace à remédier au mariage des enfants ? Le présent numéro de *Pleins feux sur la recherche* résume les plus récentes recherches et données sur cette question. Il relève les points saillants des études présentées, souligne les lacunes en matière de données et les zones géographiques sous-étudiées, rend compte des questions à approfondir et attire l’attention sur les domaines nécessitant un financement plus important. Il comprend également un ensemble d’instruments pour faciliter l’élaboration et la mise en œuvre de programmes à l’égard du mariage des enfants.

Principaux termes :

Les **approches multisectorielles** ont pour objectif de remédier à un problème (comme le mariage des enfants) au moyen d’interventions dans différents secteurs, notamment la santé, l’éducation et la protection de l’enfance¹.

Les **approches multiniveaux** ont pour objectif de remédier à un problème au moyen d’interventions à différents niveaux socioécologiques, notamment le niveau individuel (collaborer avec les filles elles-mêmes), le niveau des relations interpersonnelles (collaborer avec les familles et les pairs), le niveau communautaire, le niveau systémique (les services, comme l’enseignement et les soins de santé) et le niveau politique et législatif².

1. Programme mondial UNFPA-UNICEF visant à accélérer la lutte contre le mariage d’enfants, *Technical note on convergent programming*, 2020.
2. Programme mondial UNFPA-UNICEF visant à accélérer la lutte contre le mariage d’enfants, *Note technique sur les approches transformatrices du genre dans le cadre du programme mondial pour mettre fin au mariage d’enfants (phase 2) – résumé pour les praticiens*, 2020.

1. Approches multisectorielles et multiniveaux réussies pour remédier au mariage des enfants : un domaine de recherche négligé

Les professionnel·le·s et chercheur·se·s œuvrant à mettre fin au mariage des enfants insistent sur la nécessité de dépasser le stade d'évaluation du problème pour se concentrer sur les solutions éprouvées qui contribuent à reporter le mariage, à soutenir les filles déjà mariées et à accroître les possibilités des adolescentes de façon plus générale. Le mariage des enfants constitue un objectif de développement depuis plus de 20 ans, mais les données sur les moyens efficaces d'y remédier demeurent limitées par rapport aux données sur sa prévalence, ses causes et ses conséquences³.

En 2019, *Filles, Pas Epouses : Le Partenariat Mondial pour la Fin du Mariage des Enfants*, le Programme mondial UNFPA-UNICEF visant à accélérer la lutte contre le mariage d'enfants et l'Organisation mondiale de la Santé ont réuni des chercheur·se·s et des professionnel·le·s spécialistes du mariage des enfants pour effectuer un état des lieux de la recherche. Un fort consensus s'est dégagé : une plus grande attention doit être accordée à l'évaluation des programmes et des politiques et aux enseignements tirés de leur mise en œuvre⁴.

Quelle est la situation aujourd'hui, trois ans plus tard ? À la lumière des plus récents examens systématiques et du contenu de la base de données du CRANK⁵, il apparaît que la recherche reste axée sur l'analyse du problème sans trop se pencher sur l'évaluation des programmes, de leur mise en œuvre et de leurs effets — des observations qui nous aideraient à déterminer où déployer nos efforts en matière de politiques et de programmes⁶. Notamment, les programmes visant à remédier au mariage des enfants dans les contextes humanitaires demeurent particulièrement sous-étudiés.

Pour cette raison, le présent numéro de *Pleins feux sur la recherche* porte sur les dernières données en matière de solutions au mariage des enfants. Une récente recherche de l'UNICEF a démontré que, s'il est possible d'accomplir des progrès sur une question aussi complexe que le mariage des enfants, une action multisectorielle et multiniveaux s'impose pour soutenir et accélérer ces progrès⁷. Le présent numéro de *Pleins feux sur la recherche* se concentre sur des recherches publiées en 2021 et 2022 qui mettent en lumière les meilleurs moyens d'œuvrer à différents niveaux et dans différents secteurs, notamment la santé, l'éducation, la protection sociale et la protection de l'enfance.

Le prochain numéro de *Pleins feux sur la recherche* complétera le numéro actuel : il se concentrera sur les aspects à prendre en considération lors de la mise en œuvre, surtout en vue de ne laisser personne de côté.

2. Approches multisectorielles et multiniveaux pour remédier au mariage des enfants : que révèlent les plus récentes données ?

Les évaluations de six programmes multisectoriels portant sur le mariage des enfants et/ou la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) publiées en 2021 et 2022 ont contribué de façon importante à enrichir nos connaissances, tant pour mieux comprendre les interventions qui fonctionnent que pour tirer des enseignements de leur mise en œuvre. Certains de ces programmes étaient de grande portée et conçus pour des effets à long terme. La présente section porte sur les points essentiels de ces six programmes.

Programme Son Choix : résumé des résultats et points à retenir

Son Choix est une alliance qui soutient la création de communautés sans mariages d'enfants. Pendant cinq ans, elle s'est efforcée de changer la vie des adolescentes en collaborant avec un total de 30 partenaires dans 10 pays : Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Mali, Népal, Ouganda, Pakistan et Sénégal⁸. Le programme avait pour objectif de retarder le mariage et de multiplier les choix offerts aux filles au moyen d'une approche multisectorielle composée de six stratégies principales :

1. Investir dans les filles, leurs connaissances, leurs compétences et leur participation.
2. Améliorer l'accès des filles au système d'enseignement scolaire.
3. Améliorer l'accès à des services de SDSR adaptés aux jeunes.
4. Améliorer la sécurité économique des filles et de leurs familles.
5. Mobiliser les communautés pour transformer les normes sociales.
6. Créer un environnement juridique et politique qui contribue à prévenir le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines/l'excision (MGF/E).

3. A. Malhotra et S. Elnakib, *Evolution in the evidence base on child marriage: 2000-2019*, UNFPA-UNICEF, 2021.

4. M. Plesons et al., *Updated research gaps on ending child marriage and supporting married girls for 2020-2030*, 2021.

5. *Filles, Pas Epouses* et Programme mondial UNFPA-UNICEF visant à accélérer la lutte contre le mariage d'enfants, *Base de données du CRANK*, 2022.

6. M. Green et M. Siddiqi, *Mapping the field of child marriage: Evidence, gaps, and future directions from a large-scale systematic scoping review, 2000-2019*, 2022.

7. UNICEF, *Vers l'élimination du mariage des enfants : tendances mondiales et portrait des progrès*, 2021.

8. Université d'Amsterdam, 2021, *Her Choice: Building Child Marriage Free Communities, Final Report 2016-2020*.

Her Choice a également été présenté lors de la réunion de recherche du CRANK sur [la remise en question des normes de genre](#).

Principaux résultats :

- **Entre le début et la fin du programme, la proportion de filles mariées âgées de 12 à 17 ans a diminué dans la plupart des pays et la proportion de filles ayant l'impression d'exercer une certaine influence sur le choix de se marier, le moment du mariage et le choix de partenaire a augmenté.** Les plus fortes diminutions des taux de mariages d'enfants ont été observées dans les pays où les proportions de filles mariées étaient les plus élevées au lancement du programme : le Mali, le Népal et le Pakistan. La proportion de filles ayant l'impression de pouvoir décider de se marier ou non, quand et avec qui était plus élevée dans l'ensemble des pays d'Afrique par rapport à ceux d'Asie. Ces pourcentages allaient de 91 % au Ghana à 2 % au Pakistan et 42 % au Bangladesh.
- **Cibler les filles, les écoles et les centres de santé au moyen de stratégies axées sur les connaissances et l'accès a donné des résultats immédiats et à long terme.** À l'exception du Népal et du Sénégal, la proportion de filles inscrites au système d'enseignement scolaire a augmenté dans tous les pays. Au Pakistan, la proportion de filles scolarisées a augmenté de 39 % par rapport à la situation de départ ; au Mali, de 35 %. Les pays où la proportion de filles scolarisées était élevée au début du programme – par exemple, le Bangladesh et le Ghana – ont obtenu des résultats semblables. De même, dans la plupart des pays, le pourcentage de filles sachant où trouver des services de SDR a augmenté, et dans quatre pays (Bangladesh, Éthiopie, Mali et Ouganda), le nombre de filles venues consulter pour des soins de santé a aussi augmenté.
- **Le programme a également ciblé les communautés au moyen de stratégies juridiques/politiques et de stratégies visant à transformer les normes sociales, mais leurs effets sont moins évidents. Par ailleurs, les stratégies de sécurité économique ciblant les ménages n'ont entraîné aucune répercussion évidente.** Il n'y a qu'en Éthiopie que les ménages ont considérablement amélioré leur sécurité économique. Dans la plupart des pays, les communautés ont adopté des règlements et la connaissance des lois sur le mariage des enfants a augmenté, mais des éléments attestant l'application de ces lois n'ont été observés qu'en Asie. L'enregistrement des naissances a augmenté uniquement dans la moitié des pays ciblés. En ce qui concerne les normes sociales : même après avoir suivi une formation, des enseignant·e·s étaient toujours mal à l'aise de discuter de SDR avec les élèves, ce qui continue de poser un problème.

Points à retenir :

- Les programmes visant à accroître l'utilisation de contraceptifs et le recours à des services de soins de santé sexuelle et reproductive chez les filles doivent être combinés à des efforts permanents visant à changer les normes sociales entourant l'acceptabilité de la sexualité des jeunes. À cet égard, il convient notamment de s'assurer le concours des prestataires de soins de santé, des enseignant·e·s qui donnent les cours d'éducation complète à la sexualité (ECS) et des communautés dans leur ensemble.
- Une plus grande attention doit être accordée à l'importance de l'enregistrement des naissances ; les programmes futurs pourraient envisager de nouvelles stratégies pour en faire la promotion.
- La tenue de réunions régulières entre les partenaires de la mise en œuvre et les administrations locales pertinentes contribue à améliorer la collaboration entre la société civile et les pouvoirs publics aux niveaux local, national et régional, notamment lorsqu'il s'agit de promouvoir l'application de la loi et l'enregistrement des naissances.

Yes I Do Alliance (YIDA) : résumé des résultats et points à retenir

La YIDA est une alliance qui œuvre à l'avènement d'un monde où les filles peuvent décider si, quand et avec qui elles souhaitent se marier, ainsi que si, quand et avec qui elles souhaitent avoir des enfants. Elle aide également les filles à éviter les MGF/E⁹. La YIDA a exécuté un programme de cinq ans ciblant des jeunes de 15 à 24 ans dans sept pays : Éthiopie, Kenya, Indonésie, Malawi, Mozambique, Pakistan et Zambie. Le programme, fondé sur une approche holistique, avait pour objectif de réaliser les changements suivants :

1. Les membres des communautés, les intermédiaires obligé·e·s et autres parties prenantes changent d'attitude et agissent pour prévenir le mariage des enfants, les grossesses chez les adolescentes et les MGF/E (le cas échéant).
2. Les adolescent·e·s revendiquent sérieusement leur SDSR.
3. Les adolescent·e·s prennent des mesures avisées en matière de santé sexuelle.
4. Les adolescent·e·s ont accès à des possibilités autres que le mariage des enfants, les grossesses précoces et les MGF/E grâce à l'éducation et à l'autonomisation économique.
5. Les responsables politiques et autres responsables harmonisent, renforcent et mettent en œuvre des lois et politiques sur le mariage des enfants, les MGF/E et la SDSR.



SUR LA PHOTO : Tseganesh habite en Éthiopie et veut aller à l'université. Elle est heureuse de voir que ses parents, après avoir participé activement à des entretiens au niveau communautaire, soutiennent son éducation et veillent à lui épargner un mariage précoce.

Photo : © UNICEF/UN0410880/Ayene

Principaux résultats :

- **Le programme a contribué à des réductions considérables de la prévalence du mariage des enfants et des MGF/E. Il a également amélioré les taux d'abandon scolaire et l'accès aux soins de SSR.** La prévalence du mariage des enfants chez les filles participant au programme a diminué de 14 pour cent en Éthiopie et au Kenya, une proportion considérable. Les diminutions ont été plus modestes dans les autres pays.
- **Le programme n'a pas contribué à une diminution importante des grossesses chez les adolescentes.** En fait, à l'exception de réductions modestes en Éthiopie, au Kenya et en Indonésie, les grossesses chez les adolescentes ont augmenté de 16 pour cent en Zambie et de 7 pour cent au Malawi.
- **Même s'il s'agit d'un objectif difficile à réaliser, le programme a tout de même contribué à faire évoluer les mentalités collectives à l'égard du mariage des enfants, des MGF/E et de la sexualité des adolescent·e·s d'une manière plus générale.** Dans tous les pays, les opinions favorables à l'égard du mariage des enfants dans les communautés visées ont diminué. Parmi les obstacles signalés par les responsables de la mise en œuvre, on compte l'échelle relativement réduite du programme, la période relativement courte de cinq ans et le fait que de nombreuses communautés avaient des soucis plus urgents pour répondre à leurs besoins essentiels, notamment en matière d'alimentation, d'eau et d'assainissement.

Points à retenir :

- Fournir des informations de SDSR pour aider les adolescent·e·s à exercer leurs droits n'est efficace que s'il est facile de se procurer des moyens de contraception là où le programme est mis en œuvre.
- Le report du mariage ne constitue pas une stratégie efficace pour réduire les grossesses précoces dans les contextes où les rapports sexuels avant le mariage sont courants. Là où des adolescentes ont des rapports sexuels transactionnels avec des hommes plus vieux ou des adolescents du même âge, les interventions économiques visant à améliorer la sécurité financière sont essentielles pour aider les filles à prévenir les grossesses précoces.
- Il est difficile de changer les normes sociales dans un délai relativement court et dans les contextes où les communautés ont des soucis plus urgents.

9. C. Maillard et al., *External Evaluation of the Yes I Do Programme and Alliance*, 2021.

Programme « Marriage : No Child's Play » de la More Than Brides Alliance : résumé des résultats et points à retenir

Ce modèle multisectoriel a été mis en œuvre en Inde, au Mali, au Malawi et au Niger dans des contextes à prévalence élevée ou au nombre élevé de mariages d'enfants. Ce programme de cinq ans avait pour objectif de contribuer au report du mariage des enfants de différentes façons : l'autonomisation des filles ; la sensibilisation aux risques du mariage des enfants ; l'amélioration de l'accès des filles à des services de SSR ; et l'appui de normes sociales favorables à l'éducation des filles, à leur participation économique et à leur participation aux décisions liées au mariage¹⁰.

Principaux résultats :

- **L'impact du programme a été le plus fort en Inde, où les taux de mariages d'enfants ont diminué de 69 % dans les communautés visées.** Cependant, dans les autres pays évalués, les diminutions des taux de mariages d'enfants ont été semblables dans les communautés d'intervention et les communautés témoins. Aussi, ces diminutions n'ont pas pu être attribuées au programme. En Inde, ce déclin spectaculaire pourrait être attribuable à la création d'actifs sociaux (par exemple, par la participation à des clubs ou des groupes), à un accès accru à l'éducation et à la prévention de l'abandon scolaire chez les filles.
- **Le programme a également rencontré un certain succès en ce qui concerne la création de perspectives autres que le mariage des enfants, notamment par l'amélioration des possibilités d'éducation et des moyens de subsistance.** Le programme a eu une incidence importante sur les inscriptions scolaires, l'obtention de diplômes et le pourcentage de filles n'ayant jamais travaillé, mais aucune tendance claire ne s'est dégagée entre les pays.

Points à retenir :

- Cette évaluation remet en question l'idée selon laquelle il est plus facile pour les programmes de contribuer à éliminer le mariage des enfants là où la pratique est très répandue. En Inde, le programme a aussi eu un impact dans les zones à faible prévalence où les taux de mariages d'enfants étaient déjà en baisse.
- Les programmes doivent être suffisamment adaptés au contexte local : ils doivent tenir compte des causes du mariage des enfants spécifiques au contexte, comme les rapports sexuels et les grossesses avant le mariage, et du fait que le mariage peut constituer une stratégie de subsistance pour les filles et les femmes. Dans les contextes où une grossesse précoce peut constituer un moyen de se marier et d'obtenir une certaine sécurité économique, les programmes qui visent à accroître l'accès à des informations et services de SSR seront plus efficaces s'ils sont combinés à des interventions visant à améliorer la sécurité économique des filles.

The Adolescent Girls Initiative-Kenya (AGI-K) : résumé des résultats et points à retenir

Cette récente étude randomisée d'un programme visant à remédier au mariage des enfants au Kenya rural suggère également que les programmes multisectoriels ont le potentiel de reporter le mariage dans les contextes marginalisés¹¹. Ce programme de deux ans était composé de différents éléments : des transferts monétaires assortis de conditions liées à la fréquentation scolaire des filles (éducation) ; des dialogues communautaires sur les normes de genre inéquitables (prévention de la violence) ; des réunions de groupe hebdomadaires sur la santé et les notions de vie pratique (santé) ; et des formations sur les connaissances financières (création de richesse).

Principaux résultats :

- **Deux ans après la fin du programme, les taux de mariage avaient diminué de 34 %. De plus, à la fin du programme, le taux de grossesses chez les filles qui n'étaient pas scolarisées au début du programme avait diminué de 43 %.** Cependant, le programme n'a eu aucune incidence notable sur le mariage ou les grossesses chez les filles scolarisées au début du programme.
- **Des améliorations importantes ont aussi été observées en ce qui concerne les comportements respectueux de l'égalité des genres et le niveau d'instruction (mesuré en fonction du niveau de scolarité atteint, de la fréquentation scolaire et de l'alphabétisation en anglais et en swahili)** chez les filles non scolarisées au début du programme qui ont participé aux interventions éducatives et de prévention de la violence, ainsi que chez les filles ayant participé aux interventions éducatives, de prévention de la violence et de création de richesse.
- **La composante éducative de l'intervention est probablement l'aspect le plus efficace des différentes stratégies utilisées. La composante sanitaire a été celle aux effets les moins importants.** D'après des discussions avec le personnel responsable de la mise en œuvre, cela est probablement attribuable au fait que la mise en œuvre du programme de SSR rendait les mentors mal à l'aise.

Points à retenir :

- Les efforts en matière de SSR devraient comprendre des mesures à l'égard des personnes responsables de la mise en œuvre des interventions (enseignant-e-s, mentors ou prestataires de services de santé).
- Cette étude suggère que les interventions multisectorielles peuvent aider même les filles les plus marginalisées à reporter le mariage et à poursuivre leur instruction, et que ces résultats peuvent être maintenus pendant l'adolescence.

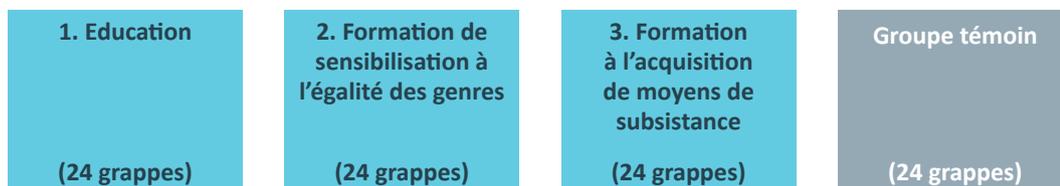
10. A. J. Melnikas, G. Saul, M. Chau, N. Pandey, J. Mkandawire, M. Gueye, A. Diarra, et S. Amin. *More Than Brides Alliance: Endline Evaluation Report*, New York, Population Council, 2021. Cette évaluation a également fait l'objet de discussions dans notre numéro sur les approches promouvant l'égalité des genres et les approches systémiques pour mettre fin au mariage des enfants et promouvoir les droits des filles, qui est [disponible ici](#). Elle a aussi fait l'objet d'une réunion du CRANK, que vous pouvez [visionner ici](#).

11. K. Austrian et al., *Impacts of multisectoral cash plus programs on marriage and fertility after 4 years in pastoralist Kenya: A randomized trial*, 2022.

Programme Keeping girls in school (KGIS) pour réduire le mariage des enfants dans le Bangladesh rural : résumé des résultats et points à retenir

Ce programme associe éducation, sensibilisation aux questions de genre et formations sur les moyens de subsistance, ainsi que sensibilisation des communautés et formation sur les compétences de la vie courante pour prévenir l'abandon scolaire des filles, renforcer leurs compétences de la vie courante et ainsi contribuer à éliminer le mariage des enfants. Ce programme est une expansion du projet BALIKA (Bangladeshi Association for Life Skills, Income, and Knowledge for Adolescents).¹²

Figure 1: Évaluation de BALIKA : une étude sur échantillon aléatoire et contrôlé en grappes comprenant trois stratégies d'intervention et un groupe témoin



Tous les groupes ont reçu :

- Formation sur les compétences de la vie courante
- Soutien en TIC
- Formation en sensibilisation des communautés

Le programme KGIS a été mis en œuvre sur une période de trois ans et ciblait les adolescentes les plus marginalisées de la communauté qui soit avaient abandonné l'école, soit se trouvaient en difficulté scolaire. L'intervention, mise en œuvre dans des espaces sûrs, se composait des éléments suivants : un tutorat individualisé en mathématiques et en anglais offert aux filles éprouvant des difficultés scolaires ; et de séances de renforcement des compétences et de sensibilisation aux compétences de la vie courante qui remettaient en question les normes et les restrictions pour les adolescentes. Les séances portaient sur l'informatique, les connaissances financières et les compétences de base en services de santé. Le programme a également fait participer des femmes mentors de la communauté locale qui ont dirigé des groupes de filles et assuré la liaison avec les enseignants, les comités de gestion des écoles et la collectivité en général.

Le programme a été mis en œuvre pendant une année complète alors que les écoles étaient fermées dans le contexte de pandémie de COVID-19. Aussi, les séances ont dû être offertes en ligne. Pour compenser cet inconvénient, les mentors ont rencontré les filles de manière plus approfondie, à savoir deux fois par semaine dans des groupes beaucoup plus petits.

Principaux résultats :

- **Le pourcentage de filles qui se sont mariées a été considérablement plus faible parmi les participantes du programme par rapport au groupe témoin.** Le taux d'abandon scolaire et le recul des connaissances analytiques étaient également plus faibles.
- **Le programme a amélioré le niveau d'esprit critique.** Comparativement aux filles du groupe témoin, celles ayant participé au programme étaient considérablement plus susceptibles de pouvoir nommer des effets indésirables du mariage des enfants, d'avoir eu recours à la contraception moderne avant la première naissance et d'avoir gagné davantage la confiance de leurs parents, ce qui leur a permis de retourner à la maison après le coucher de soleil et de visiter des ami-e-s seules.

Points à retenir :

- Le recul des connaissances des filles pendant la pandémie a été considérablement plus faible dans les zones d'intervention par rapport aux zones témoins, ce qui démontre que les séances d'apprentissage en ligne ont aidé les filles à ne pas délaissé leurs études pendant la fermeture des écoles.
- Le recrutement de mentors au sein de la communauté locale a sans doute été un facteur essentiel à la réussite du programme. En effet, la transition des interventions vers des plateformes en ligne pendant la pandémie n'aurait sans doute pas aussi bien fonctionné si les mentors n'avaient pas été des membres de la communauté, qui peuvent établir des relations plus facilement avec les filles et leurs familles.

12. A. Sigma et al., *Keeping Girls in Schools to Reduce Child Marriage in Rural Bangladesh: Endline Assessment*, Dhaka: Population Council, 2021.

Le Productive Safety Net Program (PSNP) en Éthiopie : résumé des résultats et points à retenir

Le PSNP du gouvernement éthiopien, lancé en 2005, est l'un des plus importants programmes de protection sociale d'Afrique subsaharienne.¹³ On estime qu'il atteint 8 millions de personnes par l'entremise de programmes de travaux publics et de formes d'aide directe. Le PSNP a pour objectif de remédier à l'insécurité alimentaire chronique et d'améliorer la santé et la nutrition de diverses façons :

1. La fourniture d'aliments et de transferts monétaires à des ménages ciblés (principalement au moyen de programmes d'argent contre travail).
2. La création de ressources communautaires productives et durables (sous la forme d'infrastructures) qui contribuent à la réhabilitation des zones gravement détériorées, au renforcement de la résilience aux impacts climatiques et à l'augmentation de la productivité des ménages. Le programme a également contribué à l'amélioration de l'accès aux services sociaux, dont l'éducation et la santé.
3. Des transferts monétaires directs aux ménages dont au moins un des membres n'est pas en mesure de travailler.
4. Le recours à des mécanismes de financement des risques de manière à pouvoir intensifier le programme dans les périodes de crise transitoire.¹⁴

À l'origine, la prévention du mariage des enfants ne constituait pas un objectif du PSNP. Cependant, une étude menée en 2017 dans la région de l'Amhara a révélé que le programme avait retardé la migration des adolescentes de 12 à 17 ans, entraînant un report du mariage. Des acteur·rice·s clés œuvrant à mettre fin au mariage des enfants et à améliorer les retombées sociales pour les enfants ont donc relevé une occasion de tirer parti du PSNP en tant que mécanisme stratégique pour réaliser leurs objectifs et favoriser des changements. L'UNICEF et d'autres acteur·rice·s ont collaboré avec le gouvernement éthiopien pour intégrer, à titre expérimental, de nouvelles composantes de type « cash plus » au PSNP en vue d'accroître l'impact du programme sur la réduction des taux de mariages d'enfants et de collecter des données sur l'efficacité d'une approche intégrée.

C'est ainsi que l'Integrated Safety Net Programme (ISNP) a été lancé en 2019. L'ISNP est un projet pilote qui comprend des interventions de santé et de nutrition, facilite l'inscription de la clientèle du PSNP au programme communautaire d'assurance maladie et renforce l'accès aux services sociaux au sein de la clientèle du PSNP. Le personnel du travail social participant au programme a encouragé la scolarisation, a effectué un suivi de la fréquentation scolaire et a fournir des informations et des directives aux ménages associés au PSNP sur tout un ensemble de questions. Une évaluation finale du programme est prévue pour 2023.

Points à retenir :

- Les programmes publics de protection sociale à grande échelle peuvent contribuer à prévenir le mariage des enfants.
- Pour tirer parti des programmes ambitieux déjà en place dans le but de remédier au mariage des enfants à grande échelle, la collaboration et les engagements entre le gouvernement et les bailleurs de fonds sont essentiels.
- Le recours à des plans d'action au niveau des États et des districts peut fournir un cadre de collaboration multisectorielle entre les ministères et les organismes.

13. *Filles, Pas Epouses* évite généralement d'employer le terme « Afrique subsaharienne » en raison de ses connotations raciales et coloniales et de son caractère imprécis. Nous employons ce terme dans la présente séance à la lumière des programmes étudiés, qui utilisent l'Afrique subsaharienne en tant que région géographique. Pour des détails sur des régions et des pays en particulier, veuillez consulter notre [atlas](#).

14. UNICEF, [Leveraging large-scale programmes to end child marriage](#).

Programme Women's Integrated Sexual Health (WISH) : résumé des résultats et points à retenir

Ce programme à grande échelle s'appuie sur une approche globale et intégrée pour garantir l'accès à des services de SDR qui donnent la priorité aux filles et aux femmes les plus mal desservies, dont les adolescentes. À l'aide d'initiatives parallèles liées à l'offre et à la demande¹⁵, les partenaires du consortium WISH et les partenaires des pays visés ont collaboré à la création d'un environnement porteur pour la SDR au moyen de trois principales voies d'incidence : garantir des politiques, des lois et des règlements en matière de SDR compréhensifs et solidaires ; améliorer les investissements publics dans la contraception et la SSR ; et créer des systèmes de redevabilité pour influencer et surveiller les engagements et les politiques. Comme l'accès à une ECS est essentiel à la création d'un environnement politique favorable à la SDR, les partenaires du consortium WISH ont collaboré avec des parties prenantes des secteurs de la santé et de l'éducation à l'appui de réformes politiques.

Les résultats des initiatives de plaidoyer national dans le cadre de la première phase du programme, qui est mené dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, sont regroupés dans un rapport publié en 2022.¹⁶



SUR LA PHOTO : Jobaida, 18 ans, est une adolescente bangladaise qui a participé à la formation « Agents du changement social » dans un centre social de l'UNICEF. Elle diffuse maintenant des informations et des documents visuels à des adolescentes et à leurs mères dans des communautés hôtes pour les sensibiliser aux conséquences néfastes du mariage des enfants.

Photo : © UNICEF/UN0579891/Kiron

Principaux résultats pertinents pour les adolescentes et le mariage des enfants :

- **Validation du Plan d'Action National Budgétisé de Planification Familiale 2021-2025 par le ministère de la Santé du Niger en décembre 2021.** L'objectif du plan est d'accroître l'utilisation des contraceptifs modernes d'environ 50 % d'ici 2025 en veillant à ce que l'ensemble des couples, individus, adolescent-e-s, jeunes et personnes vivant avec un handicap aient accès à un éventail complet de contraceptifs de qualité et abordables. L'inclusion spécifique des adolescent-e-s et des individus (contrairement aux couples mariés) dans le plan est le résultat d'un plaidoyer soutenu des membres du consortium WISH et de défenseur-e-s des droits des jeunes du Niger. Cette inclusion marque une étape essentielle vers l'appui d'un environnement plus favorable et inclusif pour la SDR au Niger.
- **Approbation de modules d'ECS pour les écoles de la Sierra Leone.** À la suite d'une collaboration avec le consortium WISH en 2021, le ministère de l'Éducation a confirmé avoir validé l'intégration de modules d'ECS aux six sujets du programme scolaire national. Ces modules constituent un cadre essentiel pour la tenue de discussions avec les enfants et les adolescent-e-s dans les écoles sur des sujets comme la contraception moderne ; la prévention des infections transmises sexuellement et du VIH ; la violence basée sur le genre ; les normes et rôles de genre ; et les MGF/E.
- **Finalisation et lancement de lignes directrices d'éducation à la santé reproductive (ESR) pour les jeunes non scolarisé-e-s au Ghana en 2021.** En 2019, une levée de boucliers de groupes conservateurs a interrompu le lancement du programme d'ECS dans les écoles du Ghana. En réponse, Marie Stopes International Ghana a collaboré avec le Service de santé du Ghana et le Service d'éducation du Ghana à l'élaboration de lignes directrices pour la création de clubs de santé pour les adolescent-e-s, ainsi que de lignes directrices et protocoles nationaux pour des services de soutien par les pairs, notamment des lignes directrices d'ESR, qui ont été diffusées en août 2021.

15. Les initiatives liées à l'offre correspondent aux initiatives d'offre de services de soins de santé de manière à accroître l'accès ; celles liées à la demande correspondent aux initiatives contribuant à mieux faire connaître les services de santé disponibles chez une population cible.

16. Consortium WISH, [Sustainable pathways to reproductive choice. How the Wish programme has supported national efforts to improve sexual and reproductive health and rights In West and Central Africa](#), 2022.

3. Discussion:

Ces récentes études sont utiles pour montrer comment des approches multisectorielles qui allient des interventions à différents niveaux (individus, communautés, prestataires de services et responsables politiques) peuvent contribuer à reporter le mariage et à réduire les taux de grossesses chez les adolescentes, et ce même chez les filles les plus marginalisées. Certaines études exposent des moyens d'élargir la portée des interventions lorsque celles-ci reposent principalement sur un secteur avec des composantes supplémentaires d'autres secteurs.

Cependant, le nombre de recherches sur de tels sujets reste éclipsé par la grande quantité d'études sur la prévalence, les causes et les conséquences du mariage des enfants. De toute évidence, il est nécessaire d'investir davantage dans les programmes visant à reporter le mariage et dans les recherches qui examinent en détail les résultats de ces programmes.

Par ailleurs, si ces études nous aident à mieux comprendre l'efficacité des approches multisectorielles, leurs résultats sont aussi considérablement différents d'un contexte à l'autre, ce qui soulève de nombreuses questions et ouvre un champ d'opportunité pour de futurs sujets de recherche. De plus, le fait que bon nombre de ces programmes ont été mis en œuvre pendant la première année de la pandémie a sans doute eu une incidence importante sur leurs résultats. Voici quelques questions clés à prendre en compte lors de l'élaboration et l'évaluation de futurs programmes :

- Les programmes multisectoriels intensifs peuvent-ils être reproduits à grande échelle par le secteur public ?
- Quelle est la meilleure façon pour les interventions économiques de contribuer à la fois à améliorer la sécurité des ménages et à reporter le mariage et les grossesses, y compris dans le contexte actuel de pandémie ?
- Quelles sont les meilleures stratégies pour changer les normes sociales et les comportements profondément enracinés relativement à la sexualité des adolescent-e-s et à l'utilisation de contraceptifs ?
- Comment les changements de normes sociales peuvent-ils être reproduits à grande échelle, renforcés et soutenus au fil du temps ?
- Quelle est la meilleure façon de soutenir le passage de l'école au marché du travail pour aider les filles et les jeunes femmes à accéder à des emplois de qualité après leurs études scolaires ou universitaires ?

Il est également clair que les évaluations d'interventions à grande échelle pour retarder le mariage continuent de se concentrer sur les pays d'Asie du Sud, d'Afrique centrale, d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, tandis que des régions de forte prévalence du mariage des enfants d'Amérique latine et de certains pays d'Afrique francophone sont négligées. Dans bon nombre de ces pays, notamment en Afrique francophone, on retrouve des contextes humanitaires difficiles à atteindre et l'absence d'évaluation des programmes à l'égard du mariage des enfants dans ces contextes constitue une lacune manifeste dans les données.¹⁷

Nouveaux outils et boîte à outils sur le mariage des enfants

Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter les outils et boîtes à outils suivants :

- Groupe de travail sur les mariages d'enfants, précoces et forcés (MEPF) et [la sexualité La sexualité des filles et les mariages et unions d'enfants, précoces et forcés : cadre conceptuel](#), 2022.
- The Sonke Gender Justice Network, [Engaging men in the elimination of child marriage: Facilitation manual](#), 2021.
- Her Choice, [Visualisation tools to assess the youth friendliness of health services, the comprehensiveness of CSE, and the girl friendliness of schools](#), 2021.
- UNFPA, UNICEF, Commission des femmes pour les réfugiés, Johns Hopkins University, [A practitioner's guide to the ethical conduct of research on child marriage in humanitarian settings](#), 2021.
- UNICEF, [Advocacy Toolkit: Key Result for Children 6: Ending Child Marriage](#), 2021.

17. Parmi ces pays, on compte la Guinée, le Nigeria, la République centrafricaine, le Soudan, le Soudan du Sud et le Tchad.